

Candidature au poste de juge de la CPI – Modèle de Curriculum Vitae

NOM DE FAMILLE :	BEN MAHFOUDH	
PRÉNOM :	Haykel	
DEUXIÈME PRÉNOM :		
SEXE :	Homme	
DATE DE NAISSANCE :	24/09/1971	
NATIONALITÉ :	Tunisienne	
CRITÈRES RÉGIONAUX :	Afrique	
SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)		
ÉTAT CIVIL :	Célibataire	
LISTE A/LISTE B :	Liste B	
LANGUES	Langue maternelle : Arabe	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- AUTRES	Espagnol : (à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Débutant
	Italien : (à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Débutant
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>>
QUALIFICATIONS ACADEMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent) - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire		
01/2008 – 06/2008		
- <i>Institution:</i>	Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis - Université de Carthage	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Habilitation Universitaire à Diriger des Recherches (HDR)	
09/1997 – 10/2005		
- <i>Institution:</i>	Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Doctorat en droit international humanitaire. Mention très honorable, avec félicitations du jury et recommandation pour la publication.	
- <i>Sujet:</i>	La protection de l'environnement en période de conflits armés.	
09/1993 – 06/1995		
- <i>Institution:</i>	Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis	

- *Diplôme(s) obtenu(s):* Diplôme d'études approfondies (Grade Master) en droit public et financier. Avec Mention.
- *Sujet de Mémoire:* Le phénomène associatif (ONG) en Tunisie et au Maroc.

09/1992 - 06/1993

- *Institution:* Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Certificat d'études spécialisées en droit économique et social

09/1989 – 06/1993

- *Institution:* Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Maîtrise en sciences juridiques

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : *: Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent) - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire*
- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant

01/2022 - Présent

- *Employeur :* Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Tunisie
- *Intitulé du poste :* Directeur de la Mission Universitaire de Tunisie en Amérique du Nord (MUTAN).
- *Titre:* Vice-Consul.
- *Rang:* Ministre plénipotentiaire.
- *Lieu d'affectation:* Montréal, Canada.
- *Autres informations :* Gestion des programmes de coopération scientifique et de la mobilité des étudiants entre la Tunisie et les pays de l'Amérique du Nord (Canada; USA).
- *Fonctions de représentation gouvernementale, de négociation et de conclusion d'Accords de coopérations universitaires et scientifiques.*

09/2013 – 12/2021

- *Employeur :* Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Tunisie
- *Institution d'affectation:* Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis - Université de Carthage
- *Intitulé du poste :* Professeur des universités.
- *Autres informations :* Directeur du Laboratoire de recherche en droit international et européen et relations Maghreb-Europe (2014-2021).
 - Membre élu représentant du corps professoral au Conseil scientifique (2014-2020).
- *1) Activités d'enseignement:* Droit international humanitaire; Sanctions en droit international public; Responsabilité internationale des États (Fondements et réparation des dommages); Droit constitutionnel; Droit pénal international; Introduction to the Anglo-American Legal System; Droit de la paix et de la sécurité internationales; Géostratégie et relations internationales.

- 2) Responsabilités pédagogiques: Responsable du Master Common Law (ce programme est entièrement enseigné en Anglais. Encadrement des équipes des chercheurs et des enseignants.
- 3) Encadrement des projets de recherche (Thèses de doctorat et mémoires de Masters). Les sujets encadrés portent sur les thèmes suivants: Protection des minorités, Torture, violations des droits de l'Homme dans les conflits armés (ex. Yémen, Libye, Soudan), Poursuite et répression du terrorisme, Nouvelles technologies et Droit international humanitaire, Contrôle démocratique des forces armées, Justice transitionnelle et réconciliation, Criminalité internationale et crimes organisés; Réforme des Nations Unies)
- 4) Activités de recherche - Sujets de recherches pertinents: État de droit et transitions démocratiques; Justice constitutionnelle; Femmes, égalité et genre; Acteurs (non) étatiques et conflits armés; groupes armés (Mercenaires); Désarmement et contrôle des armes; Responsabilité pénale internationale; Lutte contre le terrorisme et prévention de l'extrémisme violent; Protection des victimes et des minorités en droit international; Réforme du secteur de la sécurité; opérations militaires à l'extérieur (OPEX); Sécurité internationale et maintien de la paix (Jus ad bellum, jus in bello, jus post bellum) ; Organisations internationales et régionales; Transitions démocratiques.
- Professeur Visteur: Université de Sienne (Italie); Universités d'Aix-Marseille et de Paris - Panthéon Sorbonne (France); Université de Saint-Joseph (Liban); Institut de Défense Nationale, École Supérieure de Guerre, École des États-majors, École Supérieure des Forces de Sécurité Intérieure (Tunisie).

04/2009 – 08/2013

- *Employeur* : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Tunisie
- Institution d'affectation: Institut Supérieur des Études Juridiques et Politiques de Kairouan - Université de Kairouan
- *Intitulé du poste* : Maître de Conférences Agrégé de droit public - Spécialité Droit International Public
- *Autres informations* : 1) Activités d'enseignement: Institutions internationales, Droit des organisations internationales; Droit administratif; Droit comparé; Contentieux international, Droit des conflits armés, Droit de la mer.
- 2) Responsabilités pédagogiques: Membre du Conseil scientifique et Directeur du département de droit public (2011-2013). Encadrement des équipes recherche et des enseignants.
- 3) Encadrement des travaux de recherche (Thèses de doctorat et mémoires de Masters). Les sujets encadrés ont porté sur les thèmes suivants: Protection des minorités; Torture; Mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme; Lutte contre le terrorisme; Crimes contre l'humanité et Crimes de guerre; Immigration, Sécurité régionale, etc.).
- 4) Activités de recherche - Domaines de recherches pertinents: Acteurs non-étatiques; Nouvelles technologies et Droit international humanitaire; Extrémisme violent et lutte contre le terrorisme; Protection des droits humains, transition démocratique et réformes institutionnelles; Désarmement et contrôle des armes; Responsabilité pénale internationale; Protection des victimes et des minorités en droit international; Réforme du secteur de la sécurité; Sécurité internationale et maintien de la paix (Jus ad bellum, jus in bello, jus post bellum) ; Organisations internationales et régionales.

09/1996 – 03/2006

- *Employeur :* Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - Tunisie
- *Lieu d'affectation:* Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis - Université Tunis El Manar
- *Intitulé du poste :* 1) Maître-Assistant - Spécialité droit public (03/2006-04/2009). 2) Assistant-chercheur en droit public (09/1996-03/2006).
- *Autres informations :* 1) Recherche doctorale en droit en droit international humanitaire);
- 2) Enseignement (Matières enseignées: Relations internationale, Droit des organisations internationales, Droit administratif, Droit constitutionnel, Philosophie du droit) - 3° Activités de recherche (Domaines de recherches pertinents: Droit des conflits armés, Protection de l'environnement, Règlement pacifique des différends, droits de l'homme et libertés publiques; droit de la paix et de la sécurité). Encadrement des équipes tunisiennes ayant pris part au concours africain de procès simulé des droits de l'homme.

01/1996 - 04/2023

- *Employeur :* Cabinet Ben Mahfoudh et Associés - Avocats et Conseils
- *Avocat Associé, Cabinet BMCP (2016-Présent):* Conseil stratégique et pratique internationale.
- *Intitulé du poste :* Avocat Associé, inscrit au Barreau de Tunis, auprès de la Cour d'appel
- *Autres informations :* Avocat ayant représenté et défendu des clients devant les juridictions civiles, pénales et militaires.
- Demandes en réparation et Arbitrage international
- Accompagnement et défense pro bono des femmes et enfants victimes de violences conjugales et/ou sexuelles.
- Rédaction des notes, avis et conclusions juridiques.
- Formation de formateurs sur les thématiques: Accès à la justice internationale, droit international des l'homme; Mécanismes de plainte concernant des violations de droits de l'homme; Garanties du procès équitable; Déontologie professionnelle; Codes de conduite des forces secteur.

AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES :

- *Veillez copier/coller les entrées si nécessaire*

04/2017-12/2021: Consultant international, International IDEA

- *Activité :* Conseil et Appui au Projet de "Dialogue politique au Yémen".
- Appui technique aux négociations des accords de paix et arrangements sécuritaires
- Examen et étude des questions d'impunité, de protection des groupes et personnes vulnérables, réparation des dommages de guerre et de démobilisation des combattants et justice post-conflit
- Renforcement des capacités de médiation et de négociation des acteurs politiques, etc.
- Pays: Yémen.

10/2016: Consultant International, Fondation Hanns Seidel - Organisation mondiale de secours et de coopération IOCEA (Libye).

- *Activité :* Appui technique au processus d'élaboration du projet relatif à la réforme des lois sur l'immigration et l'asile en Libye
- Pays: Libye.

12/2015-03/2016: Consultant international réforme de la police et de la justice, United Nations Assistance Mission for Iraq-OHCHR (UNAMI).

- *Activité :* Audit et analyse des programmes de formation et des mécanismes de plaintes dans les secteurs de la justice et d'application de la loi* Rédaction d'un manuel de formation en droits de l'homme pour la police et le personnel d'application de la loi* Renforcement des capacités des mécanismes de reporting des violations des droits de l'homme.
- Pays: Irak (Baghdad et Érbil).

01/2015 - 03/2015: Expert international en processus constitutionnels et réforme sécuritaire - Democracy Reporting International (DRI) en Libye.

- *Activité :* Etude et avis juridique sur le chapitre relatif aux Forces armées et de sécurité et de sécurité du projet de la constitution libyenne * Présentation et discussion d'options pour le processus de "Disarmament, demobilization and reintegration (DDR)" * Appui technique aux membres du Comité de Rédaction de la Constitution sur la justiciabilité des crimes de guerre en Libye devant la CPI.
- Pays: Libye.

01/2015 - 02/2015: Consultant, Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT).

- *Activité :* Formation des formateurs et modération des ateliers d'échange entre les professionnels de la justice (Juges, polices, médecins légistes, avocats, psychologues, etc.) sur la question de la lutte contre la torture et les mauvais traitements en Tunisie. * Rédaction du rapport sur la mise en oeuvre de la nouvelle législation de prévention de la torture dans le milieu carcéral en Tunisie. Suivi des recommandations.
- Pays: Tunisie

2011-2012: Ministère de la Justice, Membre de la Commission nationale de suivi des recommandations des rapporteurs internationaux et régionaux des droits de l'homme.

02/2011 - 08/2013: Conseiller principal et Chef de mission - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF)

- *Activité :* Gestion, coordination et suivi du portefeuille des projets relatifs aux opérations du DCAF dans la région MENA, en particulier ceux à l'intersection de la sécurité et des droits humains: Réforme de la justice pénale et militaire, réforme des prisons, réforme de la police, mécanismes de plaintes,

contrôle parlementaire des forces armées, mise en oeuvre de la résolution 1325 du CSNU
- Pays/Région: Tunisie, Maghreb, Suisse.

PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES

I. Ouvrages et monographies:

1. Stéphane Doumbé-Billé (†), Haykel Ben Mahfoudh, Kiara Neri, (Dir.) (2020). *Le droit international actuel est-il sécurisant ?*. Editoriale Scientifica, 402 p., 2020, 9788893918824. (hal-02983614)
2. Ben Mahfoudh, H. (sld.) (2019). *Les victimes en droit international*. Publication du Laboratoire de recherche en droit international et européen et relations Maghreb-Europe (LR-DIERME) – Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis – Agence Universitaire Francophone.
3. Doumbé-Billé, S., Ben Mahfoudh, H. (Ed.) (2019), *Révolutions et droit international*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole - France, 01/2019.
4. Ben Mahfoudh, H. (2011). *L'environnement, l'humanitaire et le droit international*. Centre des Publications Universitaires, Tunis.
5. Ben Mahfoudh, H. (2005). *La protection de l'environnement en période de conflits armés*. Thèse de doctorat en droit international humanitaire, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, 699 pages.

II. Articles:

1. Ben Mahfoudh, H. (2023). "The Arab World and the International Criminal Court: Who Needs More the Other?". *Journal of International Criminal Justice*, Volume 21, Issue 1, Published in March 2023.
2. Ben Mahfoudh, H. (2022). "La confiance et la participation des victimes devant la CPI: d'une simple question de perception à un principe d'administration de la justice pénale internationale". In: *La confiance dans les procédures devant les juridictions internationales. Actes du colloque international de Nice, 3 et 4 juin 2021*, Sous la Direction de Julie Tribolo-Ferrand, Éditions Alain Pedone, Paris, 2022.
3. Ben Mahfoudh, H. (2020). "Les victimes en droit international : essai de typologie", In: *Droit, humanité et environnement: Mélanges Stéphane Doumbé-Billé (Français) Broché – 22 janvier 2020*, Mohamed Ali Mekouar (Sous la direction de), Michel Prieur (Sous la direction de).
4. Ben Mahfoudh, H. (2020). "Traverser à rebours, ou les finalités ambivalentes des accords de réadmission". *Les Cahiers de Tunisie (Dossier thématique)*, vol. 72, n. 226/227.
5. Ben Mahfoudh, H. (2020). "Réflexions sur la plainte déposée devant la CPI pour crimes contre l'humanité et de génocide pour développement d'armes de guerre biologique par la République populaire de Chine". *Research Paper in Law 1/2020*. Collège d'Europe, Études juridiques européennes.
6. Ben Mahfoudh, H. (2020). "Tunisie". In: *Annuaire international de justice constitutionnelle, 35-2019, 2020*. Dossier thématique: Constitution et environnement- La justice prédictive. pp. 547-560.
7. Ben Mahfoudh, H. (2019). "Igualdad y género en la Constitución de Túnez de 2014". *Revista Jurídica Piélagus*, 18(1), 67–84. <https://doi.org/10.25054/16576799.2639>
8. Ben Mahfoudh, H. (2018). "Tunisie". In: *Annuaire international de justice constitutionnelle, 33-2017, 2018*. Dossier thématique: Juge constitutionnel et interprétation des normes - Le juge constitutionnel face aux transformations de la démocratie. pp. 479-493.
9. Ben Mahfoudh, H. (2017). "Tunisie". In: *Annuaire international de justice constitutionnelle, 32-2016, 2017*. Dossier thématique: Migrations internationales et justice constitutionnelle - Référendums et justice constitutionnelle. pp. 501-515.
10. Ben Mahfoudh, H. (2017). "Security Sector Reform and the Struggle against Terrorism: State of Affairs,

Issues and Challenges”, IEMed. Mediterranean Yearbook 2017, pp. 233-235.

11. Ben Mahfoudh, H. (2016). “Protect, Respect and Remedy: A Framework for Accountability for Human Rights Violations Committed by Foreign Fighters”, *International Community Law Review* 18 (2016) 418–430.

12. Ben Mahfoudh, H. (2015). “Le contrôle juridique et juridictionnel des opérations militaires à l’extérieur”. In: *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, Vol. XXXI, 2015, Economica, France, pp. 591-612.

13. Ben Mahfoudh, H. (2007). “Acteurs non étatiques et droit international », In: *Acteurs non étatiques et droit international/ sous la dir. de Rafâa Ben Achour et Slim Laghmani, VIIe Rencontre internationale de la Faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis: 6, 7 et 8 avril 2004 /*, Publisher Paris: Pedone, Year 2007, Pages 215-241.

SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES

I. SÉMINAIRES ET COURS INTERNATIONAUX:

1. **Forum of Legal Actors on Freedom of Expression. Organized jointly by the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, UNESCO, Free Press Unlimited and the T.M.C. Asser, The Hague, October 2022.**

2. “Governance of the security sector in fragile States”, Master in Public Law - M2: Spécialité Droit de la reconstruction des Etats, Université Aix-Marseille, France 2016, 2017. **Université de Paris Panthéon - Sorbonne**, 2019, 2020.

3. “Cours Général: Constitution, Sécurité et Défense”, Académie Internationale de Droit Constitutionnel, XXXIII ème session, 25 août – 3 septembre 2017, Tunis, Tunisie.

4. “Civilian Oversight of the Security Sector in Post-Conflict and Transitional Environments”, Master in Democratic Governance - Human Rights and Democracy in the MENA Region (DE.MA) – European Inter-University Centre for Human Rights and Democratization, Venice, Tunis, Beirut, 2016, 2017.

5. “La justice pénale internationale : l’exemple de la CPI”, Ecole supérieure de Guerre, Tunis, Tunisie (Cours annuel, années 2015, 2016, 2017).

II. CONFÉRENCES ET PANELS:

1. Conférencier: Conférence Katia-Boustany 2023. “Le processus d’élection des juges à la Cour pénale internationale : Réflexions et retour d’expérience”. Faculté de droit de l’Université de Sherbrooke, Québec, Canada, 30 Mars 2023.

2. Conférencier: “Les défis régionaux de la coopération : exemple de la zone Afrique du Nord et Moyen Orient”. Colloque: Les 20 ans de l’entrée en vigueur du statut de Rome. Le principe de complémentarité : la clé d’un système global de lutte contre l’impunité. Cour de Cassation française, 24 octobre 2022, Paris. (À paraître aux Éditions A. Pedone, en 2023).

3. Rapporteur: Workshop sur “La conduite de poursuites et de procès contre les combattants terroristes étrangers, y compris ceux qui rentrent dans leur pays et ceux qui se relocalisent”, organisé par le Laboratoire de recherche en droit international et européen et relations Maghreb-Europe et l’Association tunisienne pour les Nations Unies, à l’occasion célébration de la journée des Nations Unies, Tunis, 24 octobre 2019.

4. Panéliste: “Transitional justice in Tunisia”, Edinburgh Dialogues V: Transitional Justice and Constitution Building Processes, School of Law, International IDEA, Edinburgh, December 2018.

5. Conférencier: “Technological change and international humanitarian law – amend, implement or simply manage expectations?”, 3rd Stockholm Security Conference, SIPRI, 19–20 September 2018, Stockholm, Sweden.

6. Contribution: “L’assassinat de Mohamed Zouari : un crime international ?”, *Leaders Magazine*, décembre

<p>2016.</p> <p>7. Panéliste: "Workshop on The evolution of mercenarism and the implications for accountability and remedy with respect to human rights violations", Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Palais des Nations, Genève, avril 2016.</p> <p>8. Conférencier: "L'atteinte aux biens culturels devant la CPI", Séminaire organisé par l'Association des historiens tunisiens et l'Institut national du patrimoine, Musée du Bardo, Tunis, Décembre 2015</p> <p>9. Panéliste: "Les archives judiciaires et l'histoire de la prépression en Tunisie", contribution à la journée d'étude sur: "La justice transitionnelle en Tunisie et le droit international: question de la compatibilité des standards de la JT avec les règles du droit international", LR-Dierme, UNHCHR, ICTJ, PNUD, 16/04/2015, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.</p> <p>10. Conférencier: "Les paradoxes de la CPI: éléments de différenciation et de distinction d'une justice pénale internationale". Séminaire organisé par le Ministère de la Justice et le Centre de Genève pour la promotion des droits de l'homme et le dialogue global, Tunis, Novembre 2011.</p>
<p>APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES</p>
<p>2019-Présent: Senior Nonresident Fellow, Rafik Hariri Center on the Middle East, Atlantic Council (Washington, D.C.)</p> <p>2017-Présent: Membre du Bureau Directeur de l'Association Tunisienne pour les Nations Unies (ATNU).</p> <p>2014-2017: Nonresident Fellow, Rafik Hariri Center on the Middle East, Atlantic Council (Washington, D.C.)</p> <p>2014-Présent: Membre Fondateur de l'Organisation arabe de droit constitutionnel. Membre de son comité scientifique.</p> <p>1998-2008: Trésorier de l'Association Tunisienne de Droit Privé.</p> <p>2001-2003: Member of the American Society of International Law</p> <p>1996-Présent: Avocat inscrit au Tableau du Conseil de l'Ordre National des Avocats de Tunisie</p>
<p>DISTINCTIONS REÇUES</p>
<p>Distinguished Alumnus Award (2014) of the NESAC Centre – NDU (USA).</p>
<p>INTÉRÊTS PERSONNELS</p>
<p>Violoncelle, Voyages, et Engagement communautaire.</p>
<p>DIVERS</p>
<p>2009: Visiting Scholar, Civic Education and Leadership Fellowship (CELFL) program, Maxwell School of Syracuse University, NY/USA.</p> <p>2002: Auditeur des Cours de l'Académie de Droit International, Session Droit International Privé, La Haye – Pays-Bas (2002).</p> <p>2001: Bénéficiaire d'une Bourse Fulbright aux USA, Lafayette College, Easton, Pennsylvanie. (US Constitution) (2001).</p>

1998: Auditeur des Cours du Geneva Institute for Peace Researches (GIPRI) – Genève (1998)

1997: Auditeur des Cours de l'Académie de Droit International, Session Droit International Public, La Haye – Pays- Bas (1997).